

COMMUNIQUE DE PRESSE

**suppression des trésoreries de Château Landon, de La Chapelle la Reine et
de Saint Fargeau Ponthierry**
Solidaires Finances Publiques s'adresse aux élus

Solidaires Finances Publiques 77, première organisation syndicale à la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP) de Seine et Marne, dénonce la mort lente des services publics exercés dans notre administration.

Depuis 2002, la DGFIP a connu 32 000 suppressions d'emplois soit près de 25 % de moyens en moins, quand la charge de travail augmente de 25 %. En Seine et Marne, ce sont 500 emplois qui ont été perdus dans cette même période à la DDFIP 77. Les conséquences se mesurent chaque jour avec une dégradation inexorable du service public, un réseau de moins en moins de proximité et une dégradation forte des conditions de travail des agents.

Pour faire face à cette insuffisance de moyens, la DDFIP adapte son organisation non pas au regard des besoins des usagers, qu'ils soient professionnels, qu'ils soient particuliers ou qu'ils soient institutionnels, mais en fonction des peu de moyens dont notre administration dispose.

Entre concentration des services et réduction des horaires d'ouverture au public, tout conduit à réduire un service public sans prendre en considération les attentes et besoins des usagers. La seule ambition réside dans une relation dématérialisée en misant sur le tout numérique, comme en témoigne la grande campagne publicitaire autour de la télédéclaration de l'impôt sur les revenus, comme en témoigne également la politique volontariste de la DDFIP pour suivre les budgets des collectivités locales à distance.

Après les insupportables suppressions d'emplois, après la réduction des horaires d'ouverture au public, la DDFIP 77 envisage désormais de fermer trois trésoreries du sud du département, à savoir les Trésoreries de Château-Landon, de La Chapelle la Reine et de Saint Fargeau-Ponthierry.

Solidaires Finances Publiques, au lendemain d'une forte mobilisation à GUERET pour réhabiliter un service public en perdition, s'insurge contre ces suppressions de trésoreries qui non seulement rend la tâche plus compliquée pour les usagers mais participe également à la désertification du milieu rural dans cette partie du département.

Solidaires Finances Publiques s'est adressé aux élus locaux concernés, et à travers eux, met en garde l'ensemble des élus locaux du département face au danger de la désertification des services publics dans les milieu ruraux et péri-urbain.

Il appelle à se réunir et à se mobiliser pour le maintien de ces implantations et de l'ensemble des implantations du département.

Solidaires Finances Publique réclame que tous les moyens nécessaires au bon fonctionnement de nos services soient attribués, que des moyens supplémentaires soient affectés à la DGFIP pour mieux lutter contre la fraude fiscale, estimé à près de 80 milliard d'euros, qu'enfin, le gouvernement cesse sa politique d'austérité, comme si les services publics et ses agents étaient la seule cause de la dérive budgétaire.

Le service public est notre bien commun à tous, défendons-le.

Melun, le 17 juin 2015,

Contact : Patrice BREMENT (06 58 63 21 24)